

Initiatives ministérielles

milliards de dollars en intérêts seulement. La dette a augmenté de 152 milliards au cours de cette période.

Autrement dit, nous n'avons pu faire autrement au cours des cinq dernières années que d'emprunter pour payer les intérêts sur la dette que les libéraux nous ont laissée. Telle est la situation aujourd'hui.

M. Milliken: De combien les impôts ont-ils augmenté?

M. McDermid: Le député parle de la dette. Il veut en parler, et je lui donne les chiffres. Nous avons payé 154 milliards en intérêts et la dette a augmenté de 152 milliards.

M. Milliken: Vous avez haussé les impôts.

M. McDermid: En effet, parce que nous voulons financer les programmes. Vous ne l'avez pas fait. Vous empruntiez 16 milliards par année pour financer les programmes. Vous ne perceviez même pas de quoi financer les programmes.

Nous avons aujourd'hui un excédent de 9 milliards au chapitre des programmes et des recettes. Le député fait «oh». Que j'aime cette façon qu'ont les libéraux de réagir par des «oh, oh». J'ai vu faire Chrétien et Lalonde. Je les ais tous vus s'exclamer ainsi, y compris leur chef, qui se contentait de hausser les épaules. J'ai vu chez eux tous cette réaction typiquement libérale. Le ministre des Finances actuel comprend les problèmes financiers et il agit. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Le niveau de vie des Canadiens est l'un des plus élevés du monde, mais nous ne pouvons pas le maintenir ni l'améliorer si nous restons accrochés au passé. Il faut nous tourner vers l'avenir. C'est ce que fait le gouvernement. Si les Canadiens veulent que l'avenir soit ainsi qu'ils le souhaitent, ils doivent effectuer des investissements et régler des notes maintenant.

M. Whittaker: À la poubelle!

M. McDermid: Jusqu'ici je m'en suis pris aux libéraux; c'est maintenant le tour du NPD. Nous comprenons parfaitement ce que ce parti préconise, monsieur le Président. Il dit qu'il faut dépenser maintenant, quitte à laisser quelqu'un d'autre rembourser un jour ou l'autre, vraisemblablement lorsque, devenu pays du tiers monde, le Canada devra supplier le FMI de l'aider à payer ses dettes, comme d'autres pays le font déjà à l'heure actuelle.

Voilà ce que les socialistes feraient s'ils exerçaient un jour le pouvoir. Dieu merci, ce malheur ne risque jamais de se produire. Jamais les socialistes n'exerceront le pouvoir au Canada, car les Canadiens ne se laissent pas leurrer. Ils sont au courant des problèmes que les gouvernements socialistes ont créés partout dans le monde. Ils font confiance aux conservateurs, ils font appel à des gouvernements qui assument pleinement leurs responsabilités financières, et Dieu merci, c'est un gouvernement comme ceux-là qui exerce le pouvoir à l'heure actuelle au Canada.

• (1810)

Le Canada doit aller de l'avant. Nous devons être des fournisseurs concurrentiels de produits et de services. Nous exportons à l'étranger 35 p. 100 de ce que nous produisons. Nous sommes une nation commerçante. Nous ne voulons pas ressembler au NPD qui voudrait que le Canada fasse bande à part. Le NPD voudrait que le Canada se replie sur lui-même et qu'il érige d'énormes barrières tarifaires pour protéger tel ou tel secteur. Il voudrait hausser l'impôt sur le revenu de nos industries de façon à ce que nous ne puissions plus lutter contre nos concurrents des États-Unis, des pays d'Asie et d'Europe. Voilà ce qu'il souhaite.

Nous ne saurions vivre dans un isolement économique. Le NPD a beau le souhaiter, c'est impossible. Les marchés internationaux sont le juge ultime de nos produits, mais ils examinent également nos politiques financières. Les marchés internationaux fonctionnent 24 heures par jour et ils surveillent le Canada et ce que nous faisons. On n'a que faire des vœux pieux! Rien ne saurait remplacer la gestion responsable.

Les entreprises canadiennes finiront par se tailler une place dans l'économie mondiale lorsqu'elles seront devenues plus perspicaces, plus en mesure de s'adapter rapidement au changement, car tout change très rapidement dans le monde moderne, comme vous le savez, ainsi que plus efficaces et plus productives. Si la croissance que nous attendons de l'économie canadienne doit dépendre de ces entreprises, il faut que notre régime fiscal leur permette d'être sur un pied d'égalité avec les entreprises étrangères concurrentes. C'est cela que nous visons.

La taxe sur les produits et services est une preuve de notre volonté de maintenir et d'accroître notre compétitivité à l'échelle internationale, une preuve que le gouvernement veut véritablement fournir au secteur de l'entreprise les outils dont il a besoin pour remplir sa mission. Nous amorçons dès maintenant la réforme de la taxe de vente parce que nous n'avons plus les moyens de fermer les yeux sur les effets néfastes de la taxe actuelle et sur son manque de rentabilité. Les deux partis d'opposition s'entendent d'ailleurs pour dire que cette taxe doit disparaître, et ce n'est pas d'hier qu'ils réclament son abolition. Ils ont toujours voulu qu'elle disparaisse.